

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire

*Rencontre Nationale sur l'Aménagement  
et le Développement des Zones Frontalières*

«L'Aménagement et le Développement des Zones Frontalières :  
une Priorité Nationale »

<b>Recommandations de l'Atelier 01</b>
--

**L'organisation spatiale et la mise à niveau socio-économique durable des territoires frontaliers**

CIC « Abdelatif Rahal » - Alger

13-14 octobre 2018

Les recommandations issues des travaux de l'atelier 01 « L'organisation spatiale et la mise à niveau socio-économique durable des territoires frontaliers », s'articulent autour des niveaux d'intervention suivants :

1. l'appui au développement social.
2. l'organisation spatiale et la mise à niveau des territoires.
3. La diversification économique et valorisation des ressources locales.
4. Le soutien à l'accessibilité et à la mobilité.
5. L'environnemental et le développement durable.
6. Le développement des relations transfrontalières.
7. La gouvernance.

## **1. APPUI AU DEVELOPPEMENT SOCIAL.**

La sécurité, les infrastructures de base (éducation, formation et santé) ainsi que l'alimentation en AEP et le raccordement aux réseaux d'énergies, constituent les besoins vitaux de tout développement du capital humain et social. Ils constituent les fondements essentiels à tout processus de rééquilibrage du territoire national et à son équité.

De ce fait, les recommandations relatives à cet aspect se résument, notamment à :

- Poursuivre les efforts déployés par l'Etat pour l'amélioration de l'offre d'équipements et la qualité des services (éducation, formation, santé, AEP, assainissement, déchets, énergie...) ainsi que la prise en compte des besoins des populations en termes de couverture sociale et de services de proximité et du cadre de vie (surtout pour les zones frontalières des Hauts Plateaux et du Sud).
- Promouvoir la numérisation de ces territoires par l'encouragement à l'utilisation des technologies modernes, en l'occurrence, la Télé-Education, la Téléformation et la Télémédecine... et ce, pour permettre l'accès du citoyen à un service et une formation de qualité.
- Revoir la logique de programmation de certains équipements, notamment au niveau local, qui est régie par des grilles d'équipements homogènes pour l'ensemble du territoire national qui restent inadaptées pour ces espaces.
- Lancement d'un dispositif d'appels à projets d'investissements destinés aux opérateurs économiques.
- Proposition d'incitations à l'investissement dans la prochaine loi de finances, en plus de celles consacrées par le régime général.
- Mise en place d'une plate-forme d'appui et d'accompagnement des investisseurs au niveau des wilayas frontalières, sous l'égide du Wali qui apportera dans les projets identifiés les facilitations et qui sera dotée d'un site web dédié à informer sur la nature des projets retenus.
- Organisation d'une journée sur la promotion de l'investissement dans les zones frontalières, après la conférence pour informer et consacrer le lancement de la procédure d'appels à projets.
- Renforcement des capacités de développement local pour mieux encadrer et accompagner le développement, par l'ingénierie territoriale, la formation, l'acquisition

de nouvelles méthodes managériales et entrepreneuriales, leur permettant de rendre leurs territoires plus attractifs.

## **2. L'ORGANISATION SPATIALE ET LA MISE A NIVEAU DES TERRITOIRES.**

Dans le but de renforcer la fonctionnalité et la hiérarchisation urbaine, il y a lieu de :

- Hisser les villes frontalières au rang de grandes agglomérations pour renforcer l'armature urbaine et le rayonnement transfrontalier, et faire écran à la polarité des villes frontalières des pays voisins.
- Etudier la possibilité de renforcer le rôle administratif de certaines localités frontalières et d'accélérer l'émergence de villes le long de la bande frontalière.
- Développer ou créer des centres de vie le long des axes routiers, ferroviaires et des grands transferts hydrauliques et énergétiques.
- Promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire pour l'alimentation électrique des localités frontalières isolées.
- Appuyer la réalisation de bases logistiques au niveau des wilayas frontalières et d'unités de production et d'exportation, et ce en coordination avec le Ministère du Commerce et le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.
- Mettre en œuvre les instruments d'aménagement et d'urbanisme.

## **3. LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES LOCALES**

Afin de permettre à ces territoires de s'inscrire efficacement dans des dynamiques de développement compétitif et attractif, à l'échelle locale, nationale et transfrontalière et de lutter efficacement contre toutes les formes d'économie transfrontalière informelle, un soutien spécifique doit être accordé à ces zones en matière de développement des activités économiques locales. Il est impératif de :

- Poursuivre et renforcer la politique de l'Etat pour le renouveau rural dans le cadre du programme PPDRI et l'accompagnement des projets par les différents mécanismes de financement existants.
- Développer l'agriculture et les filières d'élevage et répondre aux critères de la faisabilité technique, en proposant des spéculations et des modes de conduite conformes aux exigences du milieu (typologies physique, climat, sol, hydrogéologie...).
- Apporter un soutien spécifique au développement de l'agriculture vivrière au niveau des systèmes productifs montagneux, oasiens et sahariens.
- Assister les agriculteurs des localités frontalières engagés dans la mise en valeur par la concession des périmètres agricoles.
- Engager des études hydrogéologiques pour définir les adéquations en termes de disponibilité/mobilisation/besoins à court, moyen et long terme, et ce afin de pouvoir répondre aux besoins des populations des localités frontalières, notamment pour les régions du Sud.
- Réviser le système législatif et juridique régissant les opérations de commerce par troc ainsi que l'actualisation et l'adaptation de la liste des marchandises en fonction des besoins et des spécificités de chaque zone et wilaya frontalière, et ce en coordination avec le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.

- Renforcer l'attractivité territoriale par les stratégies et les mécanismes de communication et de marketing territorial.
- Organiser les grands carrefours commerciaux et d'échanges à l'exemple de L'Assihar et du Mouggar.
- Elaborer et présenter des projets de développement par les collectivités locales auprès du CNI, pour leur financement.
- Procéder à des forages profonds équipés de pompes solaires au niveau des exploitations agricoles et le long des parcours pour l'abreuvement des cheptels au niveau des zones frontalières des Hauts Plateaux et du Sud.
- Adopter, au niveau des Hauts Plateaux et du Sud, une stratégie pastorale sédentaire et/ou semi-sédentaire dans le cadre d'une démarche intégrée, moderne et participative, qui devra s'articuler autour d'actions de protection de l'écosystème et de l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations pastorales.
- Promouvoir les capacités de développement endogène par l'exploitation des ressources naturelles et la valorisation des potentialités locales.
- Associer et impliquer de manière pragmatique et opérationnelle, les universités, les centres de recherche et les centres techniques de la formation professionnelle dans le développement socio-économique de ces territoires.
- Valoriser le patrimoine matériel et immatériel de ces territoires.
- Renforcer et encourager la création de TPE, PMI et de Startups à travers les différents dispositifs accordés par l'Etat (CNAC, ANJEM, ANSEJ, ANDI).
- Elargir le système de péréquation pour le transport des marchandises produites au Sud et destinées à la commercialisation au Nord.
- Renforcer l'appareil commercial et de distribution par les chaînons du gros et du demi-gros.
- Revoir les autorisations de circuler et fixer la liste des produits soumis au rayon des douanes.

#### **4. LE SOUTIEN A L'ACCESSIBILITE ET A LA MOBILITE**

Le désenclavement des zones frontalières exige la mise en place d'une base infrastructurelle efficiente, considérée comme facteur déterminant pour la réussite de toute politique de développement socio-économique et transfrontalière.

De ce fait, il y'a lieu de :

- Achever ou programmer la réalisation et/ou la réhabilitation en priorité, de certains axes routiers importants (routes nationales, chemins de wilayas et chemins communaux), pour permettre le raccordement des localités frontalières au reste du territoire national.
- Conforter l'accessibilité avec le reste du pays par l'inter-liaison transversale et longitudinale, et renforcer les liaisons routières transfrontalières avec les pays voisins ;
- Développer et soutenir le transport collectif intercommunal et inter wilayas pour les Communes frontalières.
- Poursuivre l'effort afin de finaliser le programme de réalisation des infrastructures ferroviaires et l'élargir aux localités frontalières;

- Localiser et implanter des bases logistiques à l'intersection de nœuds de transport intermodal (routes, rail et aéroports) et au niveau des axes routiers transfrontaliers.

## 5. L'ENVIRONNEMENTAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Certaines options de développement de ces espaces, se font souvent au détriment des ressources naturelles et en négligeant les impacts écologiques et environnementaux, en provoquant de ce fait, la dégradation et ces écosystèmes fragiles et en exposant ces territoires aux différents risques.

A cet effet, tout programme de développement de ces zones doit être murement réfléchi en tenant compte des aspects relatifs à :

- l'utilisation rationnelle de la ressource en eau pour l'AEP et l'agriculture ;
- la préservation de la faune et du couvert végétal au niveau du Tell et de la Steppe, ainsi que la conservation des systèmes oasiens.
- la prévention et la gestion des risques naturels et industriels (séisme, feu de forêt, inondation, risque acridien, pollutions, ....etc.).
- La gestion des déchets liquides et solides générés par les activités urbaines et industrielles.
- La création de bande verte le long des principaux axes routiers.
- La lutte contre l'ensablement, des agglomérations et des terres agricoles, par la fixation mécanique et biologique des dunes de sables.

En conclusion, la mise en œuvre et le suivi de ce programme de développement et d'aménagement durable et solidaire, nécessitent la mise en place de mécanismes d'évaluation de son impact pour apporter les réajustements nécessaires. A cet effet, les participants à cet atelier proposent la tenue d'une rencontre annuelle avec les walis des wilayas frontalières et l'ensemble des acteurs locaux.